

Communiqué du 26 avril 1973

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

(Créée à Londres en 1961, AMNESTY INTERNATIONAL est une organisation indépendante, avec rôle consultatif auprès des Nations Unies et de la Communauté Européenne. Elle entend prendre la défense des "prisonniers d'opinion" à travers le monde. Elle comporte 27 sections nationales et un secrétariat international dont le siège est à Londres. Pour la France, l'adresse est: 20 rue de la Michodière, 75002 Paris)

Aujourd'hui, mercredi (25 avril), AMNESTY INTERNATIONAL s'est adressé au Brésil pour demander l'ouverture d'une enquête impartiale au sujet de la mort récente de 25 personnes qualifiées de subversives, qui sont décédées alors qu'elles étaient entre les mains de la police et dont notre organisation craint qu'elles n'aient été torturées.

AMNESTY déclarait:

"Des prisonniers politiques ont été 'victimes d'accidents de la circulation' ou 'tués par leurs amis au cours d'accrochages avec la police' avec une fréquence tellement surprenante que nous estimons nécessaire l'ouverture d'une enquête impartiale".

Elle ajoutait:

"Nous sommes également préoccupés au sujet des informations reçues d'après lesquelles les personnes décédées auraient été torturées".

AMNESTY faisait savoir que la dernière information concerne la mort dans des circonstances mystérieuses de Ronaldo Mourth Queiroz, tué il y a deux semaines "alors qu'il offrait de la résistance au moment de son arrestation". D'après les informations officielles, il était un "contact" d'Alexandre Vannuchi Leme, l'étudiant en géologie qui, selon les forces de sécurité, avait été "écrasé par une voiture", il y a un mois, au moment où il cherchait à s'échapper des mains de la police. Le corps d'Alexandre Vannuchi Leme a été enterré dans un lieu inconnu et tous les efforts faits par la famille et ses amis dans le but de le localiser ont été vains.

Dans la lettre et le mémorandum qu'il vient d'adresser au Président Garrastazú Médici, le secrétaire-général d'AMNESTY, M. Martin Ennals, faisait état des 25 disparitions récentes au sujet desquelles les explications de la police ne paraissent pas satisfaisantes. En particulier:

- Rui Oswaldo Pfitzenreuter, journaliste qui, d'après la police, serait mort d'un "traumatisme anémique aigu" un mois après sa disparition;
- Aurora Maria do Nascimento Furtado, soi-disant tuée au cours d'un accrochage entre la police et ses amis, au moment où elle conduisait les policiers vers eux;

- Lincoln Cordeiro Oest et Luis Ghilardini, tous deux "abattus au cours d'une tentative d'évasion";

- Anatólia Mel Alves, qui se serait suicidée au QG de la police à Recife;

- Antônio Benetazzo, soi-disant "écrasé par un camion".

M. Ennals déclarait en outre qu'étaient dénuées de tout fondement les accusations de la presse contrôlée par le gouvernement, d'après lesquelles AMNESTY INTERNATIONAL, qui a publié en septembre dernier un volumineux rapport sur les accusations de torture, aurait eu des liens avec les personnes décédées ou qu'elle serait en train d'organiser une campagne de dénigrement contre ce pays.

Dans sa lettre au Président Médici, M. Ennals précisait:

"Les accusations de torture sont pour nous un véritable motif d'inquiétude, et nous trouvons déplorable le fait que la publication de cette information puisse être considéré par votre gouvernement comme 'une atteinte à la Sécurité Nationale'."

(Traduit de l'anglais par DIAL)